

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

G/SCM/N/52/Add.1/Rev.5
18 octobre 2002

(02-5714)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

Révision

1. Les Membres qui ont présenté des rapports semestriels ou des rapports indiquant qu'aucune décision en matière de droits compensateurs n'a été prise depuis la dernière révision du présent document sont indiqués en **caractère gras** dans les paragraphes 2 et 3 ci-dessous.

2. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions qu'ils ont prises en matière de droits compensateurs pendant la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 1999: Afrique du Sud, Canada, Communauté européenne, Égypte, États-Unis, Pérou et Venezuela. Ces rapports ont été distribués dans la série de documents G/SCM/N/52/...

3. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de droits compensateurs pendant la période considérée.

Argentine ¹	Émirats arabes unis	Macao	Roumanie
Australie ²	Fidji	Malaisie	République dominicaine
Bahreïn	Ghana	Maldives	République kirghize
Bolivie	Grenade	Malte	République slovaque
Brésil	Guatemala	Maroc	République tchèque
Brunéi Darussalam	Honduras	Maurice	Singapour
Bulgarie	Hong Kong, Chine	Mexique ³	Slovénie
Burkina Faso	Hongrie	Mongolie	Sri Lanka
Burundi	Inde	Norvège	Suisse
Chili	Indonésie	Nouvelle-Zélande ⁴	Thaïlande
Chypre	Islande	Ouganda	Trinité-et-Tobago
Colombie	Israël	Panama	Tunisie
Corée, Rép. de	Jamaïque	Paraguay	Turquie
Costa Rica	Japon	Philippines	Uruguay
Cuba	Lettonie	Pologne	Zambie
El Salvador	Liechtenstein	Qatar	Zimbabwe

¹ Ces Membres ont également notifié des droits définitifs en vigueur au 30 juin 1999 dans les documents G/SCM/N/52/ARG et G/SCM/N/52/BRA, respectivement.

² Ce Membre a également notifié des droits compensateurs et l'abrogation/expiration de droits compensateurs au 30 juin 1999 dans le document G/SCM/N/52/AUS.

³ Ce Membre a également notifié des droits compensateurs et des engagements en vigueur au 30 juin 1999 dans le document G/SCM/N/52/MEX.

⁴ Ce Membre a également notifié des droits définitifs, des engagements et l'abrogation de mesures prises en matière de droits compensateurs au 30 juin 1999 dans le document G/SCM/N/52/NZL.

4. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Botswana, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Équateur, Gabon, Gambie, Guinée, Rép. de, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad et Togo.
